

## LA TUTELLE COMMENTE LA GREVE DU CLA

# “A la justice de trancher”

*Profitant de la réunion qui a regroupé hier les fournisseurs des lycées de la capitale en prévision de la conférence régionale sur le système d'évaluation des programmes des classes de terminales M. l'inspecteur d'académie est revenu sur la situation de la grève et le dépôt de plainte à l'encontre des instigateurs, et la régularisation de la situation administrative du personnel de sa structure.*

**Mohamed Djadi - Alger (Le Soir)** - D'emblée l'inspecteur d'académie d'Alger a reproché aux protestataires la manière avec laquelle se sont lancés les enseignants du secondaire au débrayage et ce, sans prendre en considération la décision de justice.

“Nos petits incidents ont commencé au lycée Mohamed-Boudiaf d'El-Madania dont les enseignants refusent de se plier à la réglementation en vigueur. Nous avons demandé aux enseignants contestataires et autres adjoints d'éducation de se conformer à la loi en interjetant un recours individuellement auprès de notre instance, mais ils ont refusé. Nous avons subi la tension jusqu'au jour où ces derniers ont refusé de porter les notes des élèves sur les bulletins”.

C'est ainsi que M. Hamani a pris la décision

de déposer plainte à l'encontre du représentant du collectif des lycées d'Alger.

“A ce stade, je ne pourrais tolérer ce genre de pratiques. Sur les six adjoints de l'éducation, seuls deux ont rejoint leur établissement, les quatre autres sont suspendus pour abandon de poste”. Interrogé à propos du dialogue avec les enseignants, l'inspecteur d'académie nous a indiqué qu'il n'a jamais fermé les portes du dialogue aux enseignants du lycée Emir-Abdelkader, ni encore moins à ceux de Mohamed-Boudiaf (lettres d'invitation à l'appui).

Abordant la question du chauffage, l'inspecteur d'académie affirme que tout est rentré dans l'ordre et que des sommes importantes ont été débloquées à cet effet.

“C'est grâce au ministre de l'Education nationale que les walis délégués que

je remercie au passage se sont déplacés sur les lieux pour prendre en charge tous les problèmes des établissements de la capitale, à commencer par celui du chauffage. C'est ainsi que près de 26 entreprises sont déjà domiciliées dans plusieurs établissements de la capitale”.

Enfin, à propos des rumeurs faisant part de son départ et sa succession par le proviseur d'un lycée de la capitale, M. Hamani souligne “je ne suis qu'un com-

mis de l'Etat et je n'ai également rien à prouver. Le ministre est le seul patron qui peut désigner ou remercier un responsable. Maintenant, l'heure est au travail et pour l'application de la suite du programme de la réforme du système éducatif”. En somme, cette réforme dont nous parlerons dans notre édition de jeudi a connu un pas important tant sur le plan du personnel que sur celui de la gestion.

M. D.

## Tentative de suicide au siège du ministère de l'Education

Une jeune femme, enseignante dans la capitale, a essayé de mettre fin à ses jours en tentant de se jeter par la fenêtre du 2<sup>e</sup> étage au ministère de l'Education nationale dans l'après-midi d'hier.

Selon des témoins, le drame a été évité de justesse grâce à l'intervention des agents de sécurité et certains membres du protocole de Benbouzid qui se trouvaient dans les parages. Selon notre source, le geste désespéré de la jeune dame était motivé par le refus du secrétaire général du ministère de l'Education de lui accorder une entrevue afin de lui exposer ses multiples problèmes.

Sauvée in extremis par les agents de sécurité du ministère, la jeune femme qui a perdu connaissance a été évacuée à l'hôpital.

A. K.

## URBANISATION ET RISQUE DE SEISME L'apport de l'expérience japonaise

Dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et le Japon, un protocole d'accord vient d'être signé entre le ministère de l'Habitat et l'ambassade du pays nippon, représenté à cette occasion par l'Agence japonaise de coopération internationale. Cet accord porte sur la réalisation d'une étude de microzonage pour l'évaluation des risques des dégâts que chaque localité peut avoir en cas de tremblement de terre.

Cette étude repose sur l'établissement d'un plan détaillé de la ville. L'expertise tient compte du nombre d'éléments telles la démographie, la géologie et l'infrastructure. Au cours de son intervention, M. Hamimid, ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme, a assuré que la concrétisation de cet accord, fait suite à la récente visite du chef de l'Etat au Japon. En effet, M. Bouteflika a insisté auprès de son homologue japonais afin d'initier des démarches de partenariat en matière de prévention des catastrophes naturelles. La riche expérience du Japon dans ce domaine ne peut qu'être bénéfique à l'Etat algérien dans la prise en charge des tremblements de terre et autres calamités. L'étude géotechnique qui

prendra effet à compter du 26 février prochain portera essentiellement, dans un premier temps, sur l'examen de l'état de vulnérabilité des établissements officiels. Il

s'agit des hôpitaux et autres infrastructures d'utilité publique ainsi que des édifices stratégiques.

L'étude qui s'étale sur 18 mois est dédiée dans un

premier temps à la wilaya d'Alger. Cette opération-pilote va certainement être élargie aux autres wilayas du pays.

A. G.

## DON D'UNE FONDATION SAOUDIENNE 200 logements réceptionnés aux Grands-Vents

Qui en sont les bénéficiaires ? Une question à laquelle aucun responsable local présent hier sur les lieux à l'occasion de l'inauguration de cette cité n'était capable d'y répondre. Une cérémonie organisée 16 mois après la réception du projet et qui a eu lieu en présence du ministre de l'Habitat et de l'Urbanisme M. Mohamed Nadir H'mimid, accompagné du prince saoudien Turki Ben Soltane Ben Abdulaziz, secrétaire général adjoint de la Fondation Sultan Ben Abdelaziz Al Saoud. Interrogés par les journalistes sur les bénéficiaires de ces logements, des F3 de 65m2, le wali délégué de la circonscription administrative de Chéraga et le président de l'APC de la commune de

Chéraga n'étaient apparemment pas en mesure de répondre aux questionnements des journalistes. Le ministre de l'Habitat et le prince saoudien n'ont pas jugé utile de faire des déclarations à la presse.

A titre de rappel, les 200 logements sociaux sis dans la localité des Grands-Vents construits dans un style mauresque ont été réalisés grâce à un don de 3 millions de dollars octroyé par la fondation saoudienne sus-citée. Le projet dont le maître de l'ouvrage est l'Office de promotion et de la gestion immobilières de Dar-El-Beïda a été lancé le 5 novembre 2001. L'achèvement des travaux s'est fait le 5 octobre 2003.

Lotfi M.

## CONVERSION DE LA DETTE ALGÉRIENNE EN INVESTISSEMENTS Une tranche de 57 millions déjà consommée

Une tranche de 57 millions d'euros, faisant partie de la première tranche de 61 millions d'euros, au titre de la conversion de la dette algérienne en investissements français, a été déjà consommée. Une conversion de la dette en projets futurs d'investissements industriels notamment et même si l'identité des investisseurs hexagonaux n'est pas

encore connue, au-delà du cas, à l'étude, du groupe Michelin. Cela, en escomptant en outre la participation de banques françaises à ce processus, en rachetant cette dette dans le cadre de l'augmentation de leurs capitaux. Ce faisant, le président de la délégation d'entrepreneurs français, M. Yves-Thibault de Silguy, qui a animé hier un point de presse à

l'hôtel Sofitel, conjointement avec le président du FCE, M. Omar Ramdane, a, tout en reconnaissant que l'Algérie a accompli nombre d'avancées en matière de réformes économiques, “en profondeur et de manière positive” et en affirmant la volonté des entreprises françaises de s'y impliquer, incité néanmoins notre pays à améliorer l'environne-

ment global entrepreneurial. Cela, même si la modernisation de l'administration “prend du temps”, en mettant en œuvre, “en priorité”, “la réforme du système financier et bancaire, la lutte contre l'économie informelle et la contrefaçon, un meilleur accès au foncier et le développement des infrastructures”.

C. B.

## HOTEL DJAZAIR

# Mise sous mandat de dépôt du responsable des œuvres sociales

L'enquête enclenchée depuis quelques mois par la brigade économique et financière de la Sûreté de wilaya d'Alger sur la gestion des œuvres sociales et de la cantine au niveau de l'hôtel El Djazair vient de rendre ses conclusions. Selon une source proche de la cour d'Alger, le parquet près le tribunal de Sidi M'hamed vient de décider sur la base de ces mêmes conclusions de la mise sous mandat de dépôt d'une personne et la liberté provisoire pour neuf autres sur les seize entendues par la police judiciaire.

Selon la même source, on incommode au présumé coupable, président d'une organisation syndicale autonome activant au niveau de cet établissement hôtelier et également gestionnaire des œuvres sociales, le “détournement de biens publics” et autres “dilatations de deniers publics”. Pour rappel, un bras de fer a été engagé par un collectif des travailleurs structurés au sein de l'UGTA avec la direction générale sur la question de la gestion des œuvres sociales. Cette situation de crise a été notamment aggravée par le recours de l'employeur à des mesures de licenciement qui ont été prises à l'encontre de ce même collectif et le dépôt d'une plainte pour diffamation. Pour cette dernière, la justice a rendu son verdict de non-lieu en faveur des travailleurs poursuivis alors que ceux licenciés, cinq d'entre eux, ont été réintégrés.

A. Bettache

## SNAPAP

# Préparation du 4<sup>e</sup> congrès à Annaba

Les douze délégués qui représenteront la wilaya d'Annaba au 4<sup>e</sup> congrès du Syndicat national autonome du personnel de l'administration publique (SNAPAP) prévu pour le printemps 2005, à Alger, ont été élus. C'est ce que nous avons appris, hier, lors d'un point de presse donné par le président de la commission nationale indépendante de préparation du 4<sup>e</sup> congrès, issue du conseil national tenu les 29 et 30 décembre dernier et auquel ont pris part 32 wilayas et quelque 7 unions sectorielles. M. Hadji Djilani Mohamed, président de ladite commission, a tenu à insister, à cette occasion, sur le respect de la réglementation dans l'organisation des prochaines assises nationales du SNAPAP, présent dans au moins 40 wilayas du pays. Il a, par ailleurs, fait état d'un programme de travail de la commission qu'il préside, comportant, outre l'élection des délégués au prochain congrès, l'installation d'une cellule de réflexion devant débattre et enrichir le règlement intérieur du SNAPAP, et sensibiliser les militants du syndicat en faveur de la réconciliation nationale. A propos de ce dernier point, le président de ladite commission a annoncé la tenue de regroupements et rencontres régionales dans les jours à venir.

Nabil Kebaili

## SIDI-BEL-ABBÈS

# Deux personnes arrêtées pour soutien au terrorisme

Deux personnes, les nommés G.M., âgé de 41 ans et G.A., 28 ans, ont été arrêtés suite à des informations par les services de sécurité et présentés hier mardi 8 février devant procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès qui a ordonné un mandat de dépôt pour le premier alors que l'autre a bénéficié de la liberté provisoire. Les deux mis en cause, arrêtés dans la localité de Bir El-Hammam (Sidi-Bel-Abbès), sont accusés d'avoir fourni des informations, et apporté leur soutien et approvisionnement les groupes terroristes.

A. M.